

Brochure n° 3138

Convention collective nationale
IDCC : 184. – IMPRIMERIES DE LABEUR
ET INDUSTRIES GRAPHIQUES

ACCORD DU 11 DÉCEMBRE 2017
RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE

NOR : ASET1850206M
IDCC : 184

Entre :
CSNRBD ;
GMI ;
CSNP ;
FSCOPC ;
UNIIC,
D'une part, et
FILPAC CGT ;
F3C CFDT ;
CGT-FO LIVRE ;
IP CFE-CGC,
D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Compte tenu de la bonne gestion du régime prévoyance, les signataires du présent accord rappellent leur attachement à l'institution créée par la branche.

Cet accord paritaire porte sur les dispositions relatives au régime de prévoyance conventionnelle pour l'année 2018. Il s'agit de l'équilibre du régime conventionnel ainsi que de la reconduction du dispositif de portabilité des garanties prévoyance.

Article 1^{er}

Équilibre du régime conventionnel

1. Cotisations. – Taux d'appel

Les taux conventionnels restent inchangés pour l'année 2018.

Compte tenu des résultats techniques du régime prévoyance, le taux d'appel des cotisations non cadres est fixé à 90 % du taux conventionnel.

2. Clause d'examen annuel

La commission paritaire se réunit annuellement afin d'analyser la situation de l'ensemble du régime prévoyance conventionnelle.

Pour le régime conventionnel des non cadres, les parties signataires s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'équilibre de ce régime, sans baisse des prestations, et ce, tant que le taux d'appel n'a pas été rétabli à hauteur de 100 % du taux conventionnel.

Article 2

Reconduction du dispositif de portabilité des garanties prévoyance procédant de l'accord paritaire en date du 1^{er} février 2014

1. Portabilité des garanties prévoyance

Le dispositif de portabilité des garanties prévoyance procédant de l'accord paritaire en date du 1^{er} décembre 2014 reste applicable en l'état pour l'année 2018 (modalités spécifiques d'application à la profession).

2. Suivi du dispositif

Un point sur le suivi technique et financier de ce dispositif sera fait en fin d'année par la commission paritaire afin de maintenir, ou de modifier les modalités d'application de celui-ci et ce en fonction des résultats du régime.

Article 3

Modifications statutaires

Les membres de la commission paritaire approuvent les modifications des statuts de la CARPILIP-P. Ces modifications sont annexées au présent accord.

Article 4

Date d'application de l'accord

Le présent accord est applicable à compter de sa date de signature.

Les organisations signataires demandent l'extension du présent accord.

Fait le 11 décembre 2017.

(Suivent les signatures.)

MODIFICATION des statuts de l'Institution de prévoyance : CARPILIG PREVOYANCE

ANCIENNE VERSION	NOUVELLE VERSION
<p>Préambule</p> <p>La CARPILIG/P est membre fondatrice et associée du « GROUPE LOURMEL » (Association loi 1901).</p> <p>Par arrêté du 28 juin 1990, la Caisse du régime de Prévoyance de l'Imprimerie du Livre, des Industries Graphiques et des métiers de la Communication, CARPILIG/P, reprend les opérations de Prévoyance, ainsi que les droits et obligations qui y sont attachés, de la Caisse de Retraite et de Prévoyance de l'Imprimerie du Livre et des Industries Graphiques, CARPILIG Prévoyance.</p> <p>CARPILIG/P est agréée en tant qu'institution de prévoyance régie par les dispositions du titre III du livre IX du code de la Sécurité sociale pour les branches d'activité 1 – Accidents, 2 – Maladie et 20 – vie – décès.</p>	<p>Préambule</p> <p>CARPILIG/P est membre fondateur et associé du « GROUPE LOURMEL » (Association loi 1901).</p> <p>Par arrêté du 28 juin 1990, la Caisse du régime de Prévoyance de l'Imprimerie du Livre, des Industries Graphiques et des métiers de la Communication, CARPILIG/P, reprend les opérations de Prévoyance, ainsi que les droits et obligations qui y sont attachés, de la Caisse de Retraite et de Prévoyance de l'Imprimerie du Livre et des Industries Graphiques, CARPILIG Prévoyance.</p> <p>CARPILIG/P est agréée en tant qu'institution de prévoyance régie par les dispositions du titre III du livre IX du code de la Sécurité sociale pour les branches d'activité 1 – Accidents, 2 – Maladie et 20 – vie – décès.</p>

<u>TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES</u>	
<p>ARTICLE PREMIER - Constitution et objet.</p> <p>La Caisse du Régime de Prévoyance de l'Imprimerie du Livre, des Industries Graphiques et des métiers de la Communication désignée sous l'intitulé CARPILIG/P, Institution de prévoyance régie par le Code de la Sécurité sociale, créée dans le cadre des dispositions de l'article L. 911-1 et suivants du Livre IX du Code de la Sécurité sociale, est agréée en tant qu'institution de prévoyance régie par les dispositions du titre III du livre IX du Code de la Sécurité Sociale pour les branches d'activité 1 - Accidents, 2 - Maladie et 20 - vie - décès.</p> <p>CARPILIG/P a pour objet de gérer et d'assurer les risques vie (notamment de type capital décès, rentes de conjoint, rente éducation), les risques non vie (notamment de type incapacité de travail, invalidité en cas d'accident ou de maladie - y compris les accidents du travail et les maladies professionnelles) et les risques liés aux remboursements de frais de soins de santé, au profit,</p> <p>- à titre collectif, des salariés (et éventuellement leurs ayant droits) des</p>	<p>ARTICLE PREMIER - Constitution et objet.</p> <p>La Caisse du Régime de Prévoyance de l'Imprimerie du Livre, des Industries Graphiques et des métiers de la Communication désignée sous l'intitulé CARPILIG/P, Institution de prévoyance régie par le Code de la Sécurité sociale, créée dans le cadre des dispositions de l'article L. 911-1 et suivants du Livre IX du Code de la Sécurité sociale, est agréée en tant qu'institution de prévoyance régie par les dispositions du titre III du livre IX du Code de la Sécurité Sociale pour les branches d'activité 1 - Accidents, 2 - Maladie et 20 - vie - décès.</p> <p>CARPILIG/P a pour objet de gérer et d'assurer les risques vie-décès (notamment de type capital décès, rentes de conjoint, rente éducation), les risques accidents, maladie (notamment de type incapacité de travail, invalidité en cas d'accident ou de maladie - y compris les accidents du travail et les maladies professionnelles) et les risques liés aux remboursements de frais de soins de santé, au profit,</p> <p>- à titre collectif, des salariés (et éventuellement leurs ayant droits) des</p>

MAJ ACAM Nov
2017 - 2

Statuts IP CARPILIG PREVOYANCE

<p>entreprises, associations et organisations relevant notamment de la Convention Collective Nationale de Retraite et de Prévoyance pour le personnel des Imprimeries de Labeur et des Industries Graphiques du 3 juillet 1967 dans le cadre d'accords paritaires ou de contrats spécifiques,</p> <p>- à titre individuel pour les salariés, anciens salariés et leurs ayants droits des entreprises, associations et organisations adhérentes ou ayant adhéré à l'Institution. CARPILIG/P peut mettre en œuvre une action sociale au profit des salariés, anciens salariés et ayants droits qu'elle couvre, ce soit à titre collectif ou individuel. CARPILIG/P peut accepter en réassurance les risques et engagements mentionnés aux a) et b) du second alinéa de l'article L931-1 du code de la Sécurité sociale.</p> <p>Elle peut également céder à tout ou partie des risques qu'elle couvre ou des avantages qu'elle constitue à un ou plusieurs organismes pratiquant la réassurance.</p>	<p>entreprises, associations et organisations relevant notamment de la Convention Collective Nationale de Retraite et de Prévoyance pour le personnel des Imprimeries de Labeur et des Industries Graphiques du 3 juillet 1967 dans le cadre d'accords paritaires ou de contrats collectifs spécifiques,</p> <p>- à titre individuel pour les salariés, anciens salariés et leurs ayants droits des entreprises, associations et organisations adhérentes ou ayant adhéré à l'Institution. CARPILIG/P peut mettre en œuvre une action sociale au profit des salariés, anciens salariés et ayants droits qu'elle couvre, que ce soit à titre collectif ou individuel. CARPILIG/P peut accepter en réassurance les risques et engagements mentionnés aux a) et b) du second alinéa de l'article L931-1 du code de la Sécurité sociale.</p> <p>Elle peut également céder à tout ou partie des risques qu'elle couvre ou des avantages qu'elle constitue à un ou plusieurs organismes pratiquant la réassurance.</p>
---	--

Statuts IP CARPILIG PREVOYANCE

<p>CARPILIG/P peut adhérer à une ou plusieurs Unions d'Institutions de Prévoyance, ou groupement paritaire de Prévoyance.</p>	<p>CARPILIG/P peut adhérer à un ou plusieurs des groupements suivants (groupes non prudentiels):</p> <ul style="list-style-type: none"> - GAPS (Groupement Assurantiels de Protection Sociale), - UMG (Union de groupe Mutualiste), - GAM (Groupement d'Assurance Mutuelle). 	
	<p>CARPILIG/P peut adhérer à l'un des groupements suivants (groupes prudentiels) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - SGAPS (Société de groupe Assurantiel de Protection Sociale), - SGAM (Société de Groupe d'Assurance Mutuelle), - UMG (Union Mutualiste de Groupe), 	
<p>CARPILIG/P peut souscrire tout contrat ou convention auprès d'une autre Institution de Prévoyance ou Union d'Institutions de Prévoyance régie par le code de la Sécurité sociale, d'une Mutuelle régie par le code de la Mutualité ou d'une entreprise régie par le code des Assurances, dont l'objet est d'assurer au profit de ses membres participants la couverture des risques ou la constitution des avantages mentionnés au second alinéa de l'article L. 931-1 du code</p>	<p>CARPILIG/P peut adhérer à une ou plusieurs Unions d'Institutions de Prévoyance</p> <p>CARPILIG/P peut souscrire tout contrat ou convention auprès d'une autre Institution de Prévoyance ou Union d'Institutions de Prévoyance régie par le code de la Sécurité sociale, d'une Mutuelle régie par le code de la Mutualité ou d'une entreprise régie par le code des Assurances, dont l'objet est d'assurer au profit de ses membres participants la couverture des risques ou la constitution</p>	

MAJ ACAM Nov
2017 - 4

Statuts IP CARPILIG PREVOYANCE

de la Sécurité sociale.	des avantages mentionnés au second alinéa de l'article L. 931-1 du code de la Sécurité sociale.
Dans ce dernier cas, CARPILIG/P n'est pas responsable de l'assurance des risques ou de la constitution des avantages relatifs à ces opérations.	Dans ce dernier cas, CARPILIG/P n'est pas responsable de l'assurance des risques ou de la constitution des avantages relatifs à ces opérations.
Des règlements particuliers peuvent être édictés pour certaines assurances.	Des règlements particuliers peuvent être édictés pour certaines assurances.
Elle jouit de la personnalité civile dans les conditions prévues à l'article R. 731-5 du code de la Sécurité sociale.	
L'Institution est valablement représentée dans tous les actes de la vie civile soit par le Président ou à défaut le Vice-président du conseil d'administration, ou par délégation par le Directeur Général.	L'Institution est valablement représentée dans tous les actes de la vie civile par le Directeur général.
L'Institution se réserve la possibilité de rémunérer des intermédiaires d'assurance en vue de l'acquisition de contrats de prévoyance complémentaire à la CCN de Retraite et de Prévoyance du 3 juillet 1967 et conformément à l'article 932-49 du Code de la Sécurité sociale.	L'Institution se réserve la possibilité de recourir à des intermédiaires d'assurance et de les rémunérer conformément à l'article L932-49 du Code de la Sécurité sociale.
	L'Institution peut déléguer de manière totale ou partielle la gestion d'un contrat.

<p>ARTICLE 2 - Siège social. Le siège social de l'Institution est fixé 108, rue de Lourmel PARIS XVIe. Il peut être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe sur décision du conseil d'administration sous réserve de ratification de cette décision par la Commission Paritaire.</p>	<p>ARTICLE 2 - Siège social. Le siège social de l'Institution est fixé 108, rue de Lourmel PARIS XVIe. Il peut être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe sur décision du conseil d'administration sous réserve de ratification de cette décision par la Commission Paritaire.</p>	
<p>ARTICLE 3 - Durée et exercice social. L'Institution est fondée pour une durée indéterminée. L'exercice social commence le 1er janvier et s'achève le 31 décembre de chaque année. Les présents statuts régissent les conditions de son fonctionnement. Ils seront déposés en double exemplaire au greffe du Tribunal de Grande Instance du siège social et feront l'objet d'une publication dans un journal d'annonces légales.</p>	<p>ARTICLE 3 - Durée et exercice social. L'Institution est fondée pour une durée indéterminée. L'exercice social commence le 1er janvier et s'achève le 31 décembre de chaque année. Les présents statuts régissent les conditions de son fonctionnement. Les statuts à jour sont déposés en double exemplaire au greffe du Tribunal de Grande Instance du siège social et un extrait fait ensuite l'objet d'une publication dans un journal d'annonces légales du département du siège social lorsque l'une des mentions figurant au deuxième alinéa de l'article R931-1-11 a fait l'objet d'une modification.</p>	
<p>ARTICLE 4 - Membres. L'Institution comprend des membres adhérents, des membres participants et</p>	<p>ARTICLE 4 - Membres. L'Institution comprend des membres adhérents, des membres participants et</p>	

Statuts IP CARPILIG PREVOYANCE

<p>leurs ayants droit.</p> <p>Ont la qualité de membres adhérents :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les entreprises et organisations liées par la Convention Collective Nationale de Retraite et de Prévoyance pour le Personnel de l'Imprimerie de Labeur et des Industries Graphiques du 3 juillet 1967, ainsi que celles non visées par ladite Convention qui peuvent être admises en qualité de membres adhérents, par décision du conseil d'administration. <p>L'adhésion de ces dernières ne peut être acceptée que si elle comporte l'affiliation, en vertu du contrat de travail des intéressés, de la totalité des membres du personnel.</p>	<p>leurs ayants droit.</p> <p>Ont la qualité de membres adhérents :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les entreprises adhérant à un règlement de l'Institution ou souscrivant un contrat collectif auprès de celle-ci. 	
<p>Ont la qualité de membres participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les salariés et anciens salariés susceptibles de bénéficier d'une prestation de l'Institution des 	<p>Ont la qualité de membres participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les salariés affiliés à l'Institution sur la base des dispositions des articles L932-1 et L932-14 du code de la 	

MAJ ACAM Nov
2017 - 7

membres adhérents appartenant aux catégories définies par la Convention Collective susvisée ainsi que leurs ayants droit.	<p>sécurité sociale,</p> <ul style="list-style-type: none"> - les anciens salariés des membres adhérents ainsi que leurs ayants droit qui sont affiliés sur la base des dispositions de l'article L932-14 du code de la sécurité sociale, - les personnes visées aux deux alinéas ci-dessus à compter de la date à laquelle l'Institution a liquidé la ou les prestations auxquelles elles ont droit. 	
<p><u>TITRE II - LE CONSEIL D'ADMINISTRATION</u></p> <p>ARTICLE 5 - Composition du conseil d'administration. L'Institution CARPILIG/P est administrée par un conseil d'administration paritaire comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un Collège adhérents, composé de dix administrateurs, sept étant désignés par Union Nationale des Industries de l'Impression et de la Communication (U.N.I.I.C), un étant désigné par la Chambre Syndicale 	<p><u>TITRE II - LE CONSEIL D'ADMINISTRATION</u></p> <p>ARTICLE 5 - Composition du conseil d'administration. L'Institution CARPILIG/P est administrée par un conseil d'administration paritaire comprenant 20 administrateurs personnes physiques soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un Collège adhérents, composé de dix administrateurs, sept étant désignés par Union Nationale des Industries de l'Impression et de la Communication (U.N.I.I.C), un étant désigné par la Chambre 	

<p>Nationale de la Reliure-Brochure-Dorure (C.S.N.R.B.D.), un étant désigné par la Chambre Syndicale Nationale du Pré-Press (C.S.N.P.), un étant désigné par le Groupement des Métiers de l'Imprimerie (G.M.I.).</p>	<p>Syndicale Nationale de la Reliure-Brochure-Dorure (C.S.N.R.B.D.), un étant désigné par la Chambre Syndicale Nationale du Pré-Press (C.S.N.P.), un étant désigné par le Groupement des Métiers de l'Imprimerie (G.M.I.).</p>	
<ul style="list-style-type: none"> - Un collège participants, composé de dix administrateurs désignés par les organisations syndicales des salariés ayant participé à la négociation de la Convention Collective Nationale de Retraite et de Prévoyance ou de ses avenants, représentatives au plan national à raison de deux administrateurs pour chacune d'elles. 	<ul style="list-style-type: none"> - Un collège participants, composé de dix administrateurs désignés par les organisations syndicales des salariés ayant participé à la négociation de la Convention Collective Nationale de Retraite et de Prévoyance ou de ses avenants, représentatives au plan national à raison de deux administrateurs pour chacune d'elles. 	
<p>Pour être désigné administrateur, il faut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ne pas contrevenir aux dispositions de l'article L. 931-9 du code de la Sécurité sociale. - Être adhérent ou participant. - Avoir moins de 70 ans ou être en activité à la date de leur désignation. 	<p>Pour être désigné administrateur, il faut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respecter les dispositions de l'article L. 931-7-2 du code de la Sécurité sociale. - Être adhérent ou participant. - Avoir moins de 70 ans ou être en activité à la date de leur désignation. 	

<p>Toutefois le conseil d'administration peut accepter la désignation par une organisation syndicale d'un ancien membre participant ou adhérent en raison de son ancienneté dans la profession et de sa compétence en matière de protection sociale.</p> <p>Chaque organisation professionnelle et syndicale doit veiller à désigner les administrateurs de façon à parvenir à une représentation équilibrée des hommes et des femmes.</p>		
<p>Chaque organisation professionnelle et syndicale doit veiller à désigner les administrateurs de façon à parvenir à une représentation équilibrée des hommes et des femmes.</p> <p>Les organisations d'employeurs et de salariés veillent par les désignations qu'elles opèrent à assurer la représentation de l'ensemble des membres adhérents et participants de l'institution.</p>	<p>Chaque organisation professionnelle et syndicale doit veiller à désigner les administrateurs de façon à parvenir à une représentation équilibrée des hommes et des femmes.</p> <p>Les organisations d'employeurs et de salariés veillent par les désignations qu'elles opèrent à assurer la représentation de l'ensemble des membres adhérents et participants de l'institution.</p>	
<p>ARTICLE 6 - Statut des administrateurs. 6-1 mandat La durée du mandat est de 4 ans renouvelable, le mandat prend fin à l'issue de la réunion de la Commission Paritaire, tel que défini à l'article A. 931-3-10 du code de la Sécurité sociale, ayant statué sur les comptes du dernier exercice de leur mandat, soit au plus tard dans les six mois</p>	<p>ARTICLE 6 - Statut des administrateurs. 6-1 mandat La durée du mandat est de 4 ans renouvelable, le mandat prend fin à l'issue de la réunion de la Commission Paritaire ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat de l'administrateur.</p>	

Statuts IP CARPILIG PREVOYANCE

de la clôture de ce dernier exercice. L'administrateur qui atteint 65 ans au cours de son mandat, le poursuit jusqu'à son terme, dans la limite légale de 70 ans, dans les conditions prévues à l'article R. 931-3-7 du code de la Sécurité sociale.	L'âge limite pour exercer la fonction d'administrateur est de 75 ans. L'administrateur qui atteint 75 ans au cours de son mandat est considéré comme démissionnaire d'office à l'issue de la plus proche commission paritaire statuant sur les comptes d'un exercice et se tenant après ses 75 ans.	
Cette disposition s'entend pour les deux collèges.	Cet âge de 75 ans s'applique à tous les membres du conseil d'administration pour les deux collèges.	
6-2 cumul Une même personne ne peut exercer plus de trois mandats d'administrateur d'institutions de prévoyance et d'unions d'institutions de prévoyance de même niveau en même temps. Toutefois, les mandats exercés au sein d'un même groupe de protection sociale comptent pour un seul mandat.	6-2 cumul Une même personne ne peut exercer plus de trois mandats d'administrateur d'institutions de prévoyance et d'unions d'institutions de prévoyance. Toutefois, les mandats d'administrateurs des institutions de prévoyance détenus dans les organismes paritaires faisant partie d'un défini à l'article L356-1 du code des assurances ne comptent que pour un seul mandat.	

<p>6-3 remplacement et vacance</p> <p>Les postes d'administrateurs devenus vacants par décès, démission ou perte de la qualité de membre de l'Institution, ou encore, lorsque l'administrateur a été désigné par une organisation syndicale, par démission de l'organisation syndicale d'employeurs ou de salariés représentée ou par retrait du mandat confié par ladite organisation syndicale, sont pourvus par les soins de l'organisation ayant désigné l'administrateur défaillant, dans un délai de trois mois.</p>	<p>6-3 remplacement et vacance</p> <p>Les postes d'administrateurs devenus vacants par décès, démission ou perte de la qualité de membre de l'Institution, ou encore, lorsque l'administrateur a été désigné par une organisation syndicale, par démission de l'organisation syndicale d'employeurs ou de salariés représentée ou par retrait du mandat confié par ladite organisation syndicale, sont pourvus par les soins de l'organisation ayant désigné l'administrateur défaillant, dans un délai de trois mois.</p> <p>De même les postes d'administrateurs dont la poursuite du mandat a fait l'objet d'une opposition de la part de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution dans les conditions mentionnées au V de l'article L612-23-1 du code monétaire et financier sont pourvus par les soins de l'organisation ayant désigné l'administrateur concerné, dans un délai de trois mois. L'Institution de prévoyance transmet à l'organisation syndicale concernée les motivations de l'opposition qui lui ont été communiquées par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.</p>	
---	--	--

Statuts IP CAPIILIG PREVOYANCE

<p>Le nouvel administrateur ne reste en fonction que jusqu'à la fin du mandat de son prédécesseur.</p> <p>Le mandat des membres du conseil d'administration est strictement personnel.</p> <p>Toutefois, un administrateur peut, à titre exceptionnel donner pouvoir à un autre administrateur.</p>	<p>Le nouvel administrateur ne reste en fonction que jusqu'à la fin du mandat de son prédécesseur.</p> <p>Le mandat des membres du conseil d'administration est strictement personnel.</p> <p>Toutefois, un administrateur peut, à titre exceptionnel donner pouvoir à un autre administrateur dans les conditions prévues à l'article 8-3 des présents statuts.</p>	
<p>6-4 gratuité des fonctions d'administrateur</p> <p>Les fonctions d'administrateur sont bénévoles. Toutefois, peuvent être remboursés, sur justification, les frais de séjour et de déplacement ainsi que les pertes de salaires exposées dans l'intérêt de l'Institution.</p>	<p>6-4 gratuité des fonctions d'administrateur</p> <p>Les fonctions d'administrateur sont bénévoles. Toutefois, peuvent être remboursés, sur justification, les frais de séjour et de déplacement ainsi que les pertes de salaires exposées dans l'intérêt de l'Institution.</p>	
<p>ARTICLE 7 - Fonctionnement du conseil d'administration.</p> <p>Le conseil d'administration organise ses travaux et élit tous les deux ans, en son sein, un bureau paritaire composé de dix membres (cinq appartenant au collège participants et cinq au collège adhérents).</p>	<p>ARTICLE 7 - Fonctionnement du conseil d'administration.</p> <p>Le conseil d'administration organise ses travaux et élit tous les deux ans, en son sein, un bureau paritaire composé de dix membres (cinq appartenant au collège participants et cinq au collège adhérents).</p>	

MAJ ACAM Nov
2017 - 13

Il comprendra le Président, le Vice-président, le Trésorier, le Secrétaire et leur Suppléant.	Il comprendra le Président, le Vice-président, le Trésorier et le Secrétaire et leurs Suppléants.
<p>7-1 présidence et vice-présidence</p> <p>Le Président et le Vice-président relèvent nécessairement de collèges différents, le principe de l'alternance sera respecté et se fera à mi-mandat.</p> <p>Le Président ou à défaut le Vice-président assure la régularité du fonctionnement de l'Institution conformément aux dispositions des Statuts et Règlement et aux décisions du conseil d'administration.</p> <p>L'élection ou la révocation du Président et du Vice-président sont de la seule compétence du conseil d'administration. Le Président et le Vice-président signent tous les actes et délibérations. Ils certifient les copies des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration, ou à défaut délèguent à deux</p>	<p>7-1 présidence et vice-présidence</p> <p>Le Président et le Vice-président relèvent nécessairement de collèges différents, le principe de l'alternance sera respecté et se fera à mi-mandat.</p> <p>Le Président, ou à défaut le Vice-président, organise et dirige les travaux du conseil d'administration dont il rend compte à la Commission Paritaire</p> <p>Il veille au bon fonctionnement des organes de l'Institution et s'assure en particulier que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.</p> <p>L'élection ou la révocation du Président et du Vice-président sont de la seule compétence du conseil d'administration.</p>

Statuts IP CARPILIG PREVOYANCE

<p>administrateurs appartenant à des collèges différents.</p> <p>Ils peuvent ester en justice avec l'autorisation du conseil d'administration, et représentent en défense, avec information dudit conseil, l'Institution. Ils peuvent déléguer leurs pouvoirs de représentation à un administrateur ou au Directeur Général de l'Institution.</p> <p>Le Président représente l'Institution vis-à-vis de ses membres et des tiers dans tous les actes de la vie civile.</p> <p>Il convoque le conseil d'administration et fixe l'ordre du jour des réunions.</p> <p>Il donne avis aux commissaires aux comptes de toutes les conventions autorisées dans un délai d'un mois à compter de leur conclusion.</p> <p>Le Vice-président seconde le Président et le remplace en cas d'empêchement.</p> <p>Lorsque le Président ou le Vice-président atteint la limite d'âge fixée à 70 ans, il est réputé être démissionnaire d'office.</p>	<p>Le Président ou à défaut le Vice-président convoque le conseil d'administration et fixe l'ordre du jour des réunions.</p> <p>Il donne avis aux commissaires aux comptes de toutes les conventions réglementées autorisées dans un délai d'un mois à compter de leur conclusion.</p> <p>Le Vice-président seconde le Président et le remplace en cas d'empêchement.</p> <p>Lorsque le Président ou le Vice-président atteint la limite d'âge fixée à 75 ans, il est réputé être démissionnaire d'office.</p> <p>Nul ne peut exercer simultanément plus de trois mandats de président ou de vice-président du conseil d'administration d'une institution ou d'une union d'institutions de prévoyance.</p>	
--	--	--

<p>7-2 trésorier et secrétaire Le conseil d'administration désigne parmi les membres du Bureau : un trésorier et un trésorier-adjoint, un secrétaire et un secrétaire-adjoint issus chacun d'un collège différent ; Ils agissent dans le cadre des pouvoirs que leur fixe le conseil d'administration de l'Institution.</p>	<p>7-2 trésorier et secrétaire Le conseil d'administration désigne parmi les membres du Bureau : un trésorier et un trésorier-adjoint, un secrétaire et un secrétaire-adjoint issus chacun d'un collège différent ; Ils agissent dans le cadre des pouvoirs que leur fixe le conseil d'administration de l'Institution. Le trésorier et le trésorier-adjoint, de même que le secrétaire et le secrétaire-adjoint relèvent nécessairement de collèges différents, le principe de l'alternance sera respecté et se fera à mi-mandat.</p>	
<p>ARTICLE 8 - Réunions et délibérations du conseil d'administration. Le conseil d'administration se réunit chaque fois qu'il est convoqué par le Président et au moins quatre fois par an. Mais le tiers des administrateurs peut convoquer le conseil d'administration à sa demande ou s'il ne</p>	<p>ARTICLE 8 - Convocation - Réunions et délibérations du conseil d'administration. Le conseil d'administration se réunit chaque fois qu'il est convoqué par le Président, ou à défaut par le Vice-Président, et au moins quatre fois par an. Lorsqu'il ne s'est pas réuni depuis plus</p>	

s'est pas réuni depuis plus de quatre mois ; ces administrateurs fixeront l'ordre du jour.	de quatre mois, le tiers au moins des administrateurs peut demander au Président de convoquer celui-ci sur un ordre du jour déterminé ou convoquer directement le conseil en indiquant l'ordre du jour de la séance. Le Directeur général peut également demander au Président du conseil de convoquer un conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé. Le Président est lié par les demandes qui lui sont adressées par le tiers au moins des administrateurs ou le Directeur général.
Les convocations seront adressées aux administrateurs avec un délai suffisant pour leur permettre d'assister à la séance, elles prendront la forme d'une lettre simple, recommandée ou par courriel, mentionneront l'ordre du jour, la date et le lieu de la réunion, et toutes les informations permettant de prendre une décision éclairée.	Les convocations seront adressées aux administrateurs avec un délai suffisant pour leur permettre d'assister à la séance, elles prendront la forme d'une lettre simple, recommandée ou par courriel, mentionneront l'ordre du jour, la date et le lieu de la réunion, et toutes les informations permettant de prendre une décision éclairée.
8-1 registre de présence Il sera tenu un registre de présence qui sera signé par les administrateurs participant à	8-1 registre de présence Il sera tenu un registre de présence qui sera signé par les administrateurs participant à

<p>la séance du conseil d'administration. Ce registre pourra être signé par les personnes, autres que les administrateurs, qui auront participé à la réunion selon la réglementation en vigueur.</p> <p>8-2 les procès-verbaux a. La forme Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuilles numérotées sans discontinuité. Ce registre ou ces feuilles seront tenus au Siège Social de l'Institution.</p>	<p>la séance du conseil d'administration. Ce registre pourra être signé par les personnes, autres que les administrateurs, qui auront participé à la réunion selon la réglementation en vigueur.</p> <p>8-2 les procès-verbaux a. La forme Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuilles numérotées sans discontinuité. Ce registre ou ces feuilles seront tenus au Siège Social de l'Institution.</p> <p>Le procès-verbal indique le nom des administrateurs présents, représentés, excusés ou absents. Il fait état de la présence ou de l'absence des personnes convoquées à la réunion du conseil d'administration en vertu d'une disposition légale ou réglementaire et de la présence de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie de la réunion.</p> <p>Le procès-verbal est revêtu de la signature du Président et du Vice-président du conseil d'administration. En cas d'empêchement du Président, le Vice-président présidant le conseil</p>
---	--

<p>b. Le contenu</p> <p>Le procès-verbal de la séance est établi dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.</p> <p>Les copies ou extraits de celui-ci sont valablement certifiés par le Président et le Vice-président .</p> <p>Dans ces deux cas, en cas d'empêchement du Président, le Vice-président présidant le conseil d'administration signe, ainsi qu'un administrateur appartenant à l'autre collège, le procès-verbal ou les copies et extraits de celui-ci.</p> <p>En cas d'empêchement du Vice-président, le Président signe, ainsi qu'un administrateur appartenant à l'autre collège le procès-verbal ou les copies et extraits de celui-ci.</p>	<p>d'administration, le procès-verbal est revêtu de la signature de ce dernier et de celle d'un administrateur appartenant à l'autre collège.</p> <p>b. Le contenu</p> <p>Le procès-verbal de la séance est établi dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.</p> <p>Les copies ou extraits de celui-ci sont valablement certifiés par le Président ou le Vice-président ou, en cas d'empêchement par tout administrateur.</p>	
<p>8-3 quorum et majorité</p> <p>Les conditions de quorum et de majorité s'apprécient pour l'ensemble du conseil et non pour chacun des deux collèges.</p>	<p>8-3 quorum et majorité</p> <p>Les conditions de quorum et de majorité s'apprécient pour l'ensemble du conseil et non pour chacun des deux collèges.</p> <p>Le conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins de</p>	

	<p>ses membres sont présents ou représentés.</p> <p>Peuvent être réputés présents pour le calcul de ce quorum, à l'exception des réunions du conseil d'administration relatives à l'arrêté des comptes annuels, les administrateurs qui participent à la réunion par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective. C'est le Président du conseil d'administration qui décide d'un recours à la visio-conférence ou à un moyen de télécommunication permettant une identification et garantissant une participation effective. Ce recours possible à la visio-conférence ou à un moyen de télécommunication est alors mentionné sur la convocation des administrateurs au conseil d'administration.</p> <p>Un administrateur ne peut obliger le Président à recourir à une procédure de visio-conférence ou de télécommunication pour une séance de conseil d'administration.</p>	<p>Au cours d'une même séance, un administrateur ne pourra disposer que d'une procuration donnée par un</p>
--	---	---

MAJ ACAM Nov
2017 - 20

Statuts IP CARPILIG PREVOYANCE

administrateur appartenant au même collège. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Les votes ont lieu à main levée.	d'une procuration donnée par un administrateur appartenant au même collège. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Les votes ont lieu à main levée.
8-4 engagements des administrateurs Les administrateurs ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du conseil d'administration s'engagent à respecter un certain nombre de règles en matière : - d'assiduité, trois absences non justifiées dans l'année entraînent la perte du mandat et le remplacement du mandataire par l'organisation qui l'a désigné, - de discrétion à l'égard des informations présentant un caractère	Les administrateurs participant à la réunion par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective sont réputés présents pour le calcul de la majorité. 8-4 engagements des administrateurs Les administrateurs ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du conseil d'administration s'engagent à respecter un certain nombre de règles en matière : - d'assiduité, trois absences non justifiées dans l'année entraînent la perte du mandat et le remplacement du mandataire par l'organisation qui l'a désigné, - de confidentialité à l'égard des informations présentées lors d'un

MAJ ACAM Nov
2017 - 21

<p>confidentiel et données comme telles par le président, le vice-président ou le directeur général,</p> <ul style="list-style-type: none"> - de formation tout au long du mandat exercé et notamment au travers des formations ou informations que l'institution peut dispenser. <p>Les administrateurs disposent d'une liberté d'expression dans le cadre des délibérations du conseil d'administration, toutefois, en dehors des séances dudit conseil, les administrateurs ne peuvent s'exprimer pour celui-ci.</p> <p>Enfin, s'agissant des Président et Vice-président, leur prise de parole publique doit respecter le principe du paritarisme lorsque cette prise de parole s'effectue au nom du conseil d'administration.</p>	<p>conseil d'administration ; cette obligation de confidentialité s'appliquant à tout organisme autre que celui au titre duquel le mandat d'administrateur est détenu,</p> <ul style="list-style-type: none"> - de formation tout au long du mandat exercé et notamment au travers des formations ou informations que l'institution peut dispenser. <p>Les administrateurs disposent d'une liberté d'expression dans le cadre des délibérations du conseil d'administration, toutefois, en dehors des séances dudit conseil, les administrateurs ne peuvent s'exprimer pour celui-ci.</p> <p>Enfin, s'agissant des Président et Vice-président, leur prise de parole publique doit respecter le principe du paritarisme lorsque cette prise de parole s'effectue au nom du conseil d'administration.</p>	
<p>ARTICLE 9 - Attributions du conseil d'administration. Le conseil d'administration représente</p>	<p>ARTICLE 9 - Attributions du conseil d'administration. Le conseil d'administration détermine les</p>	

<p>l'Institution dont il exerce tous les droits.</p> <p>Il a les pouvoirs les plus étendus à condition qu'il agisse conformément aux statuts et règlement de l'Institution dans le cadre de son objet social et qu'il respecte les pouvoirs dévolus à la Commission Paritaire.</p>	<p>orientations de l'activité de l'Institution et veille à leur mise en œuvre. Il détermine également les orientations de la politique d'action sociale de l'Institution.</p> <p>Il arrête le budget, les comptes ainsi que les rapports obligatoires destinés à la Commission Paritaire : rapport de gestion, rapport sur l'intermédiation et les délégations de gestion.</p> <p>Sous réserve des pouvoirs expressément attribués, selon le cas, par la loi et règlements à la Commission Paritaire et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de l'Institution et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.</p> <p>A l'égard des tiers, l'Institution est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.</p> <p>Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.</p> <p>Le conseil d'administration approuve les</p>
--	---

<p>Il met en œuvre les décisions prises par la Commission Paritaire de la Convention Collective Nationale du 3 juillet 1967.</p> <p>Ces pouvoirs comprennent notamment la gestion des fonds de l'Institution et leurs affectations. Le conseil d'administration procède également à des opérations mobilières et immobilières dans le cadre de la réglementation en vigueur.</p> <p>Le conseil d'administration a le droit de déléguer telle ou telle partie de ses pouvoirs qu'il juge utile à un ou plusieurs administrateurs.</p> <p>Il peut constituer également des commissions paritaires, celles-ci étant tenues de rendre compte au dit conseil qui prend les décisions qui s'imposent.</p> <p>Il en fixe la composition et les attributions dans le cadre de l'application de son règlement intérieur.</p>	<p>politiques écrites de l'Institution listées à l'article L354-1 du code des assurances et procède à un examen au minimum annuel de celles-ci. Il adapte ces politiques pour tenir compte de tout changement important affectant le domaine concerné.</p>	
<p>Le conseil d'administration peut constituer un ou plusieurs comités paritaires ceux-ci exerçant leur activité sous la responsabilité du conseil d'administration qui ne peut en aucun cas leur déléguer ses pouvoirs. Ces comités sont tenus de rendre compte au dit conseil qui prend les décisions qui s'imposent.</p> <p>Il en fixe la composition et les attributions dans le cadre de l'application de son règlement intérieur.</p>	<p>La présidence des comités fonctionne obligatoirement selon le principe de l'alternance à mi-mandat.</p>	

<p>Le conseil d'administration a pouvoir d'étudier et régler tous les cas particuliers ou litigieux.</p> <p>Le conseil prend toutes décisions pour que l'institution soit en mesure de remplir les engagements pris et qu'elle dispose de la marge de solvabilité réglementaire, en application de l'article R. 931-3-11 du code de la Sécurité sociale.</p> <p>Les cautions, avals et garanties données par l'Institution font l'objet d'une autorisation du Conseil d'Administration dans les conditions de l'article R225-28 du code de commerce.</p>	<p>Le conseil d'administration a pouvoir d'étudier et régler tous les cas particuliers ou litigieux.</p> <p>Le conseil prend toutes décisions pour que l'institution soit en mesure de remplir les engagements pris et qu'elle dispose de la marge de solvabilité réglementaire, en application de l'article R. 931-3-11 du code de la Sécurité sociale.</p> <p>Les cautions, avals et garanties données par l'Institution font l'objet d'une autorisation du Conseil d'Administration dans les conditions de l'article R225-28 du code de commerce.</p>
--	--

Le conseil d'administration a pouvoir d'étudier et régler tous les cas particuliers ou litigieux, sous réserve de l'article 7 de la Convention Collective Nationale de Retraite et de Prévoyance pour le Personnel de l'Imprimerie de Labeur et des Industries Graphiques du 3 juillet 1967.

Le conseil prend toutes décisions pour que

<p>l'institution soit en mesure de remplir les engagements pris et qu'elle dispose de la marge de solvabilité réglementaire, en application de l'article R. 931-3-11 du code de la Sécurité sociale.</p> <p>Il détermine les orientations relatives aux activités de l'Institution, et sa politique sociale.</p> <p>Il arrête le budget, les comptes annuels et le rapport de gestion qu'il présente à la Commission Paritaire de la Convention Collective Nationale du 3 juillet 1967.</p>		
<p>Il autorise les conventions réglementées préalablement à leur conclusion.</p> <p>L'administrateur intéressé par la convention ne prend pas part au vote.</p>	<p>Le Conseil d'Administration autorise les conventions réglementées préalablement à leur conclusion.</p> <p>L'administrateur intéressé par la convention ne prend pas part au vote.</p>	
	<p>Le Conseil d'Administration délibère annuellement sur la politique de l'Institution en matière d'égalité professionnelle et salariale.</p> <p>Le conseil d'administration nomme le</p>	

	<p>Directeur général et le Directeur général délégué de l'Institution et les responsables des fonctions clés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - fonction de gestion des risques, - fonction de vérification de la conformité, - fonction d'audit interne, - fonction actuarielle. 	
<p><u>TITRE III - GESTION DE L'INSTITUTION</u></p> <p>ARTICLE 10 - Directeur Général.</p> <p>10-1 nomination</p> <p>En raison de son statut de membre du Groupe Lourmel, l'Institution de Prévoyance agréée, par décision de son conseil d'administration procède à la nomination du Directeur Général conformément aux statuts de l'Association sommitale.</p>	<p><u>TITRE III - DIRECTION GENERALE</u></p> <p>ARTICLE 10 - Directeur Général.</p> <p>Directeur Général Délégué</p> <p>10-1 nomination et révocation du Directeur Général et du Directeur Général Délégué</p> <p>Le conseil d'administration nomme une personne physique portant le titre de Directeur Général.</p> <p>Le conseil d'administration nomme, sur proposition du Directeur Général, une personne physique chargée d'assister le Directeur Général, avec le titre de Directeur Général Délégué. Le nombre de Directeur général délégué est fixé à un.</p> <p>Le Directeur général et le Directeur général délégué ne doivent avoir fait l'objet d'aucune condamnation dans les</p>	

	<p>conditions énumérées à l'article L931-7-2 du code de la sécurité sociale.</p> <p>Le Directeur Général est révocable à tout moment par le conseil d'administration. Il en est de même sur proposition du Directeur Général, du Directeur Général Délégué. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts.</p> <p>Lorsque le Directeur Général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, le Directeur Général Délégué conserve, sauf décision contraire du conseil d'administration, ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Directeur Général.</p> <p>L'exercice de la fonction de Directeur Général ou de Directeur général Délégué est soumis à une limite d'âge qui est l'âge prévu au 1° de l'article L351-8 de 67 ans.</p> <p>Lorsqu'un Directeur Général ou un Directeur Général Délégué atteint cette limite d'âge il est réputé démissionnaire d'office.</p>	
--	--	--

<p>10-2 statut et fonctions</p> <p>Le Directeur Général est salarié du Groupe Lourmel, et à ce titre, relève des dispositions des statuts du Groupe Lourmel.</p> <p>Le Directeur Général peut sur délégation du conseil d'administration, représenter l'Institution dans tous les actes de la vie civile, il exerce les pouvoirs nécessaires à la gestion de CARPILIG/P.</p> <p>Le Directeur Général peut déléguer partiellement ses pouvoirs à ses collaborateurs, il en informera obligatoirement le conseil d'administration conformément à l'article R. 931-3-18 du code de la Sécurité sociale.</p> <p>Pouvoir est donné au Directeur Général pour répondre aux dispositions de l'article 13-2 des statuts du Groupe Lourmel.</p> <p>Cette délégation est valable pour la durée de mandat d'un conseil, elle est renouvelée ou révisée lors du changement de conseil.</p> <p>Il est tenu de fournir des explications au comité d'entreprise ou aux délégués du personnel du Groupe Lourmel, s'ils ont eu connaissance de faits de nature à affecter de manière préoccupante la situation économique de l'Institution de Prévoyance, dans les conditions définies aux articles L.</p>	<p>10-2 statut</p> <p>Le conseil d'administration détermine la rémunération du Directeur Général et du Directeur Général Délégué et fixe les modalités de leur contrat de travail le cas échéant.</p> <p>Aucune rémunération liée de manière directe ou indirecte au montant des cotisations de l'Institution ne peut être allouée, à quelque titre que ce soit, à un Directeur Général ou à un Directeur Général Délégué.</p> <p>Au cas où un Directeur Général ou un Directeur Général Délégué aurait conclu avec l'Institution un contrat de travail, sa révocation n'a pas pour effet de résilier ce contrat.</p>	
--	--	--

2313-14 et L. 2323-78 et suivants du code du travail.	<p>10-3 Pouvoirs</p> <p>Le Directeur général assure, sous le contrôle du conseil d'administration et dans le cadre des orientations arrêtées par lui la direction générale de l'Institution.</p> <p>Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de l'Institution. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserves des pouvoirs expressément attribués par la loi au conseil d'administration et à la Commission Paritaire</p> <p>Il représente l'Institution dans ses rapports avec les tiers. L'Institution est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que cet acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.</p> <p>Le Directeur Général peut déléguer partiellement ses pouvoirs à ses</p>	
---	--	--

	<p>collaborateurs.</p> <p>En accord avec le Directeur Général, le conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs confiés au Directeur Général Délégué. Le Directeur Général Délégué dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.</p> <p>10-4 Autre fonction</p> <p>Le Directeur Général ou le Directeur Général Délégué doit informer le conseil d'administration de toute autre fonction qui pourrait lui être confiée. Le conseil d'administration statue dans un délai d'un mois sur la compatibilité de ces fonctions avec celles de Directeur Général ou de Directeur Général Délégué de l'Institution.</p>	
<p><u>TITRE IV - LA COMMISSION PARITAIRE</u></p> <p>ARTICLE 11-1 - Définition et fonctionnement.</p> <p>C'est l'instance de négociation de la Convention Collective Nationale de Retraite et de Prévoyance du 3 juillet 1967.</p> <p>Elle fonctionne conformément à son règlement intérieur.</p>	<p><u>TITRE IV - LA COMMISSION PARITAIRE</u></p> <p>ARTICLE 11-1 - Définition et composition 11-1 Définition</p> <p>La commission paritaire est celle définie par les articles R931-1-3 a), R931-3-29 a) et A931-3-10 du code de la sécurité sociale.</p>	

<p>ARTICLE 11-2 - Composition. Elle est composée par des représentants désignés par les organisations patronales et par les organisations de salariés représentatives au plan national et signataires de la Convention Collective Nationale de Retraite et de Prévoyance du 3 juillet 1967, pour le personnel des imprimeries de labeur et des Industries Graphiques, ou ayant adhéré ultérieurement à ladite convention.</p>	<p>11-2 - Composition. Elle est composée par des représentants désignés par les organisations patronales et par les organisations de salariés représentatives au plan national et signataires de la Convention Collective Nationale de Retraite et de Prévoyance du 3 juillet 1967, pour le personnel des imprimeries de labeur et des Industries Graphiques, ou ayant adhéré ultérieurement à ladite convention.</p>	
<p>ARTICLE 12 - Secrétaire. 12-1 désignation du secrétaire En application de l'article A. 931-3-12 du code de la Sécurité sociale, un secrétaire est désigné, à la majorité des organisations syndicales de la Commission Paritaire.</p>	<p>ARTICLE 12 - Secrétaire - Convocation de la Commission Paritaire 12-1 désignation du secrétaire En application de l'article A. 931-3-12 du code de la Sécurité sociale, un secrétaire est désigné, à la majorité des organisations syndicales de la Commission Paritaire</p>	

<p>12-2 rôle du secrétaire Il assure la convocation des membres de la Commission Paritaire et la rédaction du procès-verbal de ses réunions.</p>	<p>12-2 rôle du secrétaire Il assure la convocation des membres de la Commission Paritaire et la rédaction du procès-verbal de ses réunions.</p> <p>Le procès-verbal des délibérations de la Commission Paritaire indique la date et le lieu de la réunion et comporte la liste des membres présents ainsi que des documents et rapports présentés, le compte rendu ou un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. Le procès-verbal de la Commission Paritaire est signé par au moins un membre d'une organisation syndicale d'employeurs et un membre d'une organisation syndicale de salariés.</p> <p>Ces procès-verbaux sont établis sur un registre spécial tenu au siège social dans les conditions prévues à l'article A931-3-4 du code de la sécurité sociale.</p> <p>Les copies ou extraits des procès-verbaux de la Commission Paritaire sont valablement certifiés soit par le Président ou le Vice-président du conseil d'administration, soit par deux</p>	
---	---	--

	administrateurs choisis dans l'un et l'autre des collèges.	
	<p>12-3 Lorsque les circonstances le justifient, la Commission Paritaire peut également être convoquée par le commissaire aux comptes ou les liquidateurs.</p> <p>Toutefois le commissaire aux comptes, en application des dispositions de l'article A931-3-36 du code de la sécurité sociale, ne peut convoquer les membres de la Commission qu'après avoir vainement requis leur convocation du secrétaire de celle-ci par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.</p> <p>Lorsqu'il procède à cette convocation, le commissaire aux comptes fixe l'ordre du jour et peut, pour des motifs déterminants, choisir un lieu de réunion autre que celui éventuellement prévu par les statuts mais situé dans le même département ou la même région. Il expose les motifs de la convocation dans un rapport lu à la Commission Paritaire</p>	
ARTICLE 13 - Définition et attributions de la Commission Paritaire.	ARTICLE 13 - Attributions de la Commission Paritaire	

Statuts IP CARPILIG PREVOYANCE

Elle assure la mise en œuvre du régime en liaison avec le conseil d'administration de CARPILIG/P.	Elle assure la mise en œuvre du régime en liaison avec le conseil d'administration de CARPILIG/P.
A. La Commission Paritaire exerce toutes les attributions qui lui sont dévolues par la Loi, selon l'article R. 931-3-31 du code de la Sécurité sociale.	La Commission Paritaire exerce toutes les attributions qui lui sont dévolues par la réglementation, selon les articles R931-3-30 et R. 931-3-31 du code de la Sécurité sociale.
Elle se réunit au moins une fois par an, dans les six mois suivant la clôture de l'exercice, pour l'approbation des comptes annuels, la lecture du rapport de gestion et du rapport des commissaires aux comptes qu'elle aura nommés.	A - Dans le cadre de l'article R931-3-31 du code de la sécurité sociale, la Commission Paritaire se réunit au moins une fois par an, dans les six mois suivant la clôture de l'exercice, pour l'approbation des comptes annuels, la lecture du rapport de gestion, des autres rapports obligatoires du conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes qu'elle aura nommés.
Elle se réunit à la demande du secrétaire, elle peut se réunir à la demande du commissaire aux comptes dans les conditions fixées à l'article A. 931-3-36 du code de la Sécurité sociale. Elle approuve les conventions autorisées par le conseil d'administration, <i>à contrario</i> ,	Elle approuve les conventions réglementées autorisées par le conseil

<p>elle couvre de la nullité des conventions conclues sans autorisation du conseil d'administration par un vote.</p>	<p>d'administration et statue sur le rapport spécial des commissaires aux comptes. Les conventions réglementées visées à l'article R931-3-24 du code de la sécurité sociale, conclues sans autorisation préalable du conseil d'administration, peuvent être annulées si elles ont eu des conséquences dommageables pour l'Institution ; cette nullité peut être couverte par un vote de la Commission Paritaire intervenant sur rapport spécial des commissaires aux comptes exposant les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie.</p>	
<p>Elle autorise les emprunts pour fonds de développement ainsi que les émissions, par l'institution, des titres et emprunts subordonnés.</p> <p>Un procès-verbal des délibérations de la Commission Paritaire sera établi, dans les conditions prévues à l'article A. 931-3-12 du code de la Sécurité sociale.</p>	<p>Elle autorise les emprunts pour fonds de développement ainsi que les émissions, par l'Institution, des titres participatifs et emprunts subordonnés, de certificats paritaires.</p>	

Statuts IP CARPILIG PREVOYANCE

<p>Dans tous les cas, les frais entraînés par la réunion de la Commission Paritaire sont à la charge de l'Institution.</p> <p>Pour l'exercice de ces attributions, la Commission Paritaire se prononce par voie de délibération adoptée par accord entre, d'une part, la majorité des organisations syndicales d'employeurs, et d'autre part, la majorité des organisations syndicales de salariés.</p>	<p>Pour l'exercice des attributions relevant de l'article R931-3-31 du code de la sécurité sociale, la Commission Paritaire se prononce par voie de délibération adoptée par accord entre, d'une part, la majorité des organisations syndicales d'employeurs, et d'autre part, la majorité des organisations syndicales de salariés, à raison d'une voix par organisation patronale et salariale.</p>	
<p>B. Lorsqu'elle se réunit pour exercer les attributions définies à l'article R. 931-3-30 du code de la Sécurité sociale, elle est seule habilitée à se prononcer sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la modification des statuts et règlement de l'Institution, - le transfert de tout ou partie d'un portefeuille d'opérations, que l'Institution soit cédante ou 	<p>B.-Lorsqu'elle se réunit pour exercer les attributions définies à l'article R. 931-3-30 du code de la Sécurité sociale, la Commission Paritaire est seule habilitée, à se prononcer sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la modification des statuts et règlements de l'Institution, - le transfert de tout ou partie d'un 	

Statuts IP CARPILIG PREVOYANCE

<p>cessionnaire,</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fusion, la scission ou la dissolution de l'Institution. <p>En cas de dissolution, la liquidation de l'Institution s'opère dans les conditions prévues à la section 7 du chapitre 1er du Titre III du Livre IX du code de la Sécurité sociale.</p> <p>Les décisions prises par la Commission Paritaire dans le cadre de ces attributions, prennent la forme d'un avenant à la Convention Collective Nationale qui a institué CARPILIG/P pour la gestion de ses régimes.</p>	<p>portefeuille d'opérations, que l'Institution soit cédante ou cessionnaire,</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fusion, la scission ou la dissolution de l'Institution. <p>En cas de dissolution, la liquidation de l'Institution s'opère dans les conditions prévues à la section 5 du chapitre 1er du Titre III du Livre IX du code de la Sécurité sociale.</p> <p>Les décisions prises par la Commission Paritaire dans le cadre des attributions relevant de l'article R931-3-30 du code de la sécurité sociale, prennent la forme d'un avenant à la Convention Collective Nationale qui a institué CARPILIG/P pour la gestion de ses régimes.</p> <p>C- Dans tous les cas, les frais entraînés par la réunion de la Commission Paritaire sont à la charge de l'Institution.</p>	
<p>ARTICLE 14 - Décisions.</p> <p>Les décisions relatives aux présents statuts sont prises à la majorité des membres précités, à raison d'une voix par organisation patronale et salariale.</p>	<p>Article supprimé</p>	

<p><u>TITRE V - LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES</u></p> <p>ARTICLE 15 - Généralités. 15-1 définition Toute convention à laquelle un dirigeant, tel que défini au second alinéa de l'article R. 951-4-1 du code de la Sécurité sociale, est indirectement intéressé ou dans laquelle il traite avec l'Institution par personne interposée doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration.</p>	<p><u>TITRE V - LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES</u></p> <p>ARTICLE 14 - Généralités. 14-1 définition Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre l'Institution ou toute personne morale à laquelle elle a délégué tout ou partie de sa gestion et son Directeur Général, son administrateur ou le cas échéant, son entreprise participante au sens du 3° de l'article L356-1 du code des assurances doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration. Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes mentionnées à l'alinéa précédent est indirectement intéressée.</p> <p>Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre l'Institution et toute personne morale, si le Directeur Général, le Directeur général délégué ou l'un des administrateurs de l'Institution est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur,</p>
--	--

	<p>directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance ou de façon générale dirigeant de la personne morale.</p> <p>L'autorisation préalable du conseil d'administration est motivée en justifiant de l'intérêt de la convention pour l'Institution notamment en précisant les conditions financières qui y sont attachées.</p> <p>Les dispositions relatives aux conventions réglementées ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.</p> <p>L'administrateur intéressé par la convention ne prend pas part au vote.</p> <p>15-2 information Tout dirigeant est tenu d'informer le conseil d'administration de l'Institution dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à l'autorisation du conseil d'administration.</p> <p>15-3 information aux commissaires aux comptes Le Président du conseil d'administration ou</p>	<p>directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance ou de façon générale dirigeant de la personne morale.</p> <p>L'autorisation préalable du conseil d'administration est motivée en justifiant de l'intérêt de la convention pour l'Institution notamment en précisant les conditions financières qui y sont attachées.</p> <p>Les dispositions relatives aux conventions réglementées ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.</p> <p>L'administrateur intéressé par la convention ne prend pas part au vote sur l'autorisation sollicitée.</p> <p>14-2 information L'administrateur ou le dirigeant est tenu d'informer le conseil d'administration de l'Institution dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à l'autorisation du conseil d'administration.</p> <p>14-3 information au(x) commissaire(s) aux comptes</p>	
--	--	---	--

à défaut le Vice-président donne avis au commissaire aux comptes de toutes les conventions autorisées dans un délai d'un mois à compter de leur conclusion.	Le Président du conseil d'administration ou à défaut le Vice-président donne avis au(x) commissaire(s) aux comptes de toutes les conventions autorisées dans un délai d'un mois à compter de leur conclusion.	
<p>15-4 rapport des commissaires aux comptes</p> <p>Le commissaire aux comptes présente, sur ces conventions, un rapport spécial à la Commission Paritaire qui statue sur ce rapport.</p> <p>Ce document devra comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste des conventions soumises à la Commission Paritaire, - le nom des dirigeants intéressés, - la nature et objet des conventions soumises à approbation, - les modalités essentielles des 	<p>Lorsque l'exécution de conventions conclues et autorisées en application de l'article R931-3-24 du code de la sécurité sociale, au cours d'exercices antérieurs, a été poursuivie au cours du dernier exercice, les commissaires aux comptes sont informés de cette situation dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice.</p> <p>14-4 rapport des commissaires aux comptes</p> <p>Le commissaire aux comptes présente, sur ces conventions réglementées, un rapport spécial à la Commission Paritaire qui statue sur ce rapport.</p> <p>Ce document devra comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste des conventions soumises à la Commission telles que définies à l'article A931-3-10 du code de la sécurité sociale, - le nom des dirigeants intéressés, 	

<p>conventions permettant à la Commission Paritaire d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à leur conclusion,</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'importance des prestations de service fournies ainsi que le montant des sommes reçues ou versées au cours de l'exercice en exécution des conventions conclues et autorisées au cours d'exercices antérieurs. 	<ul style="list-style-type: none"> - la nature et l'objet des conventions soumises à approbation, - les modalités essentielles des conventions permettant à la Commission Paritaire d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à leur conclusion, - l'importance des fournitures livrées ou des prestations de service fournies ainsi que le montant des sommes reçues ou versées au cours de l'exercice en exécution des conventions conclues et autorisées au cours d'exercices antérieurs. 	
<p>15-5 approbation de la Commission Paritaire</p> <p>Les conventions autorisées par le conseil d'administration sont soumises à l'approbation de la Commission Paritaire. L'administrateur intéressé par la convention ne prend pas part au vote.</p>	<p>14-5 approbation de la Commission Paritaire</p> <p>Les conventions autorisées par le conseil d'administration sont soumises à l'approbation de la Commission Paritaire. L'administrateur intéressé par la convention ne prend pas part au vote.</p>	
<p>ARTICLE 16 - Conventions nulles ou désapprouvées par la Commission Paritaire.</p> <p>Même en l'absence de fraude, les conséquences préjudiciables à l'Institution</p>	<p>ARTICLE 15 - Conventions nulles ou désapprouvées par la Commission Paritaire.</p> <p>Sans préjudice de la responsabilité de</p>	

des conventions désapprouvées peuvent être mises à la charge du dirigeant intéressé et, éventuellement des autres dirigeants.	l'intéressé, les conventions réglementées conclues sans autorisation préalable du conseil d'administration peuvent être annulées si elles ont eu des conséquences dommageables pour l'Institution. Les conventions approuvées comme celles qui sont désapprouvées par la Commission Paritaire produisent leurs effets à l'égard des tiers, sauf lorsqu'elles sont annulées dans le cas de fraude. Même en l'absence de fraude, les conséquences préjudiciables à l'Institution des conventions désapprouvées peuvent être mises à la charge de l'administrateur ou du dirigeant intéressé et, éventuellement des autres membres du conseil d'administration ou des dirigeants.	
<p>ARTICLE 17 - Couverture en nullité. La nullité d'une convention conclue préalablement à la mise en œuvre des présents statuts peut être couverte par un vote de la Commission Paritaire intervenant sur rapport spécial du commissaire aux comptes exposant les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie. L'administrateur intéressé à la convention ne prend pas part au vote.</p>	<p>ARTICLE 16 – Couverture de la nullité. La nullité d'une convention réglementée conclue préalablement à l'autorisation du conseil d'administration peut être couverte par un vote de la Commission Paritaire intervenant sur rapport spécial du commissaire aux comptes exposant les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie. L'administrateur intéressé à la convention ne prend pas part au vote.</p>	

	TITRE VI - LES COMMISSAIRES AUX COMPTES	
<p>ARTICLE 18 18-1 Désignation La Commission Paritaire désigne un commissaire aux comptes et un suppléant pour qu'ils effectuent le contrôle et la certification des comptes selon la réglementation en vigueur.</p>	<p>ARTICLE 17 Commissaires aux comptes 17-1 Désignation L'Institution est soumise au contrôle d'un ou de plusieurs commissaires aux comptes dans les conditions prévues au titre II du livre VIII du code de commerce sous réserve des dispositions spécifiques du code de la sécurité sociale. La Commission Paritaire désigne au moins un commissaire aux comptes titulaire et un suppléant pour qu'ils effectuent le contrôle et la certification des comptes selon la réglementation en vigueur.</p>	
<p>18-2 durée du mandat Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices. Dès la nomination d'un nouveau commissaire aux comptes par la</p>	<p>17-2 durée du mandat Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices. Leurs fonctions expirent après la réunion de la Commission Paritaire qui statue sur</p>	

Commission Paritaire, le mandat du précédent cessera.	<p>les comptes du sixième exercice.</p> <p>Le commissaire aux comptes nommé par la Commission Paritaire en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.</p> <p>Lorsqu'un commissaire aux comptes unique a été nommé, celui-ci en application de l'article L823-3-1 du code de commerce, ne peut procéder à la certification des comptes de l'Institution pendant une durée supérieure à celle mentionnée à cet article L823-3-1 du code de commerce.</p>	
<p>18-3 convocation</p> <p>Les commissaires aux comptes sont convoqués :</p> <ul style="list-style-type: none">- à la réunion du conseil d'administration qui arrête les comptes de l'exercice écoulé ainsi qu'à la Commission Paritaire qui les approuve,	<p>17-3 convocation</p> <p>Les commissaires aux comptes sont convoqués :</p> <ul style="list-style-type: none">- à la réunion du conseil d'administration qui arrête les comptes de l'exercice écoulé en même temps que les	

<ul style="list-style-type: none"> - à toute Commission Paritaire pour laquelle leur présence est jugée nécessaire dans le cadre de leur mandat et au plus tard lors de la convocation des membres de celle-ci, - s'il y a lieu, à une réunion du conseil d'administration en même temps que les administrateurs eux-mêmes ; - cette convocation des commissaires aux comptes se fait par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. <p>18-4 missions</p> <p>Dans le cadre de leur mission, ils peuvent diligenter tous contrôles au sein de l'Institution.</p> <p>Il peut notamment convoquer la Commission Paritaire, mais seulement après avoir vainement requis sa convocation du Président du conseil d'administration ou, en cas d'empêchement de ce dernier, du Vice-président par lettre recommandée avec accusé de réception.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - administrateurs eux-mêmes, - à toute Commission au plus tard lors de la convocation des membres de celle-ci, - s'il y a lieu, à une réunion du conseil d'administration en même temps que les administrateurs eux-mêmes. <p>Toute convocation des commissaires aux comptes à un conseil d'administration ou à une Commission Paritaire se fait par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.</p> <p>17-4 missions</p> <p>Dans le cadre de leur mission, ils peuvent diligenter tous contrôles au sein de l'Institution.</p> <p>Il peut notamment convoquer la Commission Paritaire mais seulement après avoir vainement requis sa convocation du secrétaire de celle-ci par lettre recommandée avec accusé de réception.</p>	
--	---	--

<p>18-5 incompatibilités - interdictions</p> <p>Il ne peut être nommé dirigeant d'une Institution moins de 5 ans après la cessation de sa fonction, ni même dans une société dans laquelle, l'Institution posséderait le 1/10e du capital.</p> <p>Un dirigeant ou salarié d'une Institution de Prévoyance, ne peut être nommé commissaire aux comptes de cette Institution moins de 5 ans après la cessation de ses fonctions ni dans une société dont l'Institution posséderait le 1/10e du capital.</p>	<p>17-5 incompatibilités - interdictions</p> <p>Il ne peut être nommé dirigeant d'une Institution moins de 5 ans après la cessation de sa fonction, ni même dans une société dans laquelle, l'Institution posséderait le 1/10e du capital.</p> <p>Un administrateur, dirigeant ou salarié d'une Institution de Prévoyance, ne peut être nommé commissaire aux comptes de cette Institution moins de 5 ans après la cessation de ses fonctions ni dans une société dont l'Institution posséderait le 1/10e du capital.</p>	
<p>18-6 responsabilité</p> <p>Il est responsable à l'égard de l'Institution ou de ses tiers, des conséquences dommageables, des fautes ou négligences commises dans l'exercice de ses fonctions. Il n'est pas civilement responsable des infractions commises par les dirigeants de l'Institution de Prévoyance, sauf si, en ayant eu connaissance, il ne les a pas révélées dans son rapport à la Commission Paritaire.</p>	<p>17-6 responsabilité</p> <p>Il est responsable à l'égard de l'Institution et des tiers, des conséquences dommageables, des fautes ou négligences commises dans l'exercice de ses fonctions. Il n'est pas civilement responsable des infractions commises par les administrateurs, dirigeants de l'Institution de Prévoyance, sauf si, en ayant eu connaissance, il ne les a pas révélées dans son rapport à la Commission Paritaire.</p>	

<p>18-7 devoir d'alerte Il exercera son devoir d'alerte dans les conditions prévues à l'article R.931-3-59 du code de la Sécurité sociale.</p> <p>18-8 relèvement En cas de faute ou d'empêchement, le commissaire aux comptes peut, à la demande du conseil d'administration ou de la Commission Paritaire, être relevé de ses fonctions avant l'expiration normale de celles-ci, par le tribunal d'instance statuant en référé. A sa demande, le commissaire aux comptes sera entendu par la Commission Paritaire si celle-ci ne souhaite pas le renouveler dans ses fonctions.</p>	<p>17-7 devoir d'alerte Il exercera son devoir d'alerte dans les conditions prévues à l'article R.931-3-59 du code de la Sécurité sociale.</p> <p>17-8 relèvement En cas de faute ou d'empêchement, le commissaire aux comptes peut, à la demande du conseil d'administration ou de la Commission Paritaire, être relevé de ses fonctions avant l'expiration normale de celles-ci, par le tribunal de grande instance statuant en référé. A sa demande, le commissaire aux comptes sera entendu par la Commission Paritaire si celle-ci ne souhaite pas le renouveler dans ses fonctions.</p>	
<p>TITRE VII - FUSION - SCISSION</p> <p>ARTICLE 19 - Généralités. Un ou plusieurs commissaires à la fusion ou à la scission désignés par le Président du tribunal de grande instance sur requête conjointe des institutions ou unions concernées établissent sous leur responsabilité un rapport écrit sur les modalités de fusion ou de scission. Ils peuvent obtenir auprès de chaque institution ou union concernée,</p>	<p>TITRE VII - FUSION - SCISSION</p> <p>ARTICLE 18 - Généralités. Un ou plusieurs commissaires à la fusion ou à la scission désignés par le Président du tribunal de grande instance sur requête conjointe des institutions ou unions concernées établissent sous leur responsabilité un rapport écrit sur les modalités de fusion ou de scission. Ils peuvent obtenir auprès de chaque institution ou union concernée,</p>	

Statuts IP CARPILIG PREVOYANCE

communication de tous documents utiles et procéder à toutes vérifications nécessaires. Ils sont soumis à l'égard des institutions ou unions participantes aux incompatibilités prévues à l'article 220 de la loi 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.	communication de tous documents utiles et procéder à toutes vérifications nécessaires. Ils sont soumis à l'égard des institutions ou unions participantes aux incompatibilités prévues au titre II Livre VIII du code de commerce.	
Les commissaires à la fusion ou à la scission sont obligatoirement choisis parmi les commissaires aux comptes inscrits sur la liste prévue à l'article 219 de ladite loi. Ils apprécient sous leur responsabilité la valeur de l'actif et du passif dont la transmission est prévue.	Les commissaires à la fusion ou à la scission sont obligatoirement choisis parmi les commissaires aux comptes inscrits sur la liste prévue au titre II Livre VIII du code de commerce. Ils apprécient sous leur responsabilité la valeur de l'actif et du passif dont la transmission est prévue.	
Le ou les rapports des commissaires à la fusion ou à la scission sont transmis et présentés par ces derniers aux membres des conseils d'administration des institutions ou unions concernées ainsi que, selon le cas, des membres de la Commission Paritaire de l'employeur et des intéressés.	Le ou les rapports des commissaires à la fusion ou à la scission sont transmis et présentés par ces derniers aux membres des conseils d'administration des institutions ou unions concernées ainsi que, selon le cas, des membres de la Commission Paritaire de l'employeur et des intéressés.	
L'institution participant à l'opération de fusion ou de scission doit mettre à la disposition de ses membres adhérents ou participants, au siège social, un mois au moins avant la date de la réunion de la	L'institution participant à l'opération de fusion ou de scission doit mettre à la disposition de ses membres adhérents ou participants, au siège social, un mois au moins avant la date de la réunion de la	

MAJ/ ACAM Nov
2017 - 49

<p>commission paritaire ou de la consultation des intéressés par l'employeur relative à l'opération projetée les documents suivants :</p> <p>1° le projet de fusion ou de scission, 2° les rapports mentionnés à l'article R.931-4-6 ainsi que le rapport des commissaires à la fusion ou à la scission, 3° les comptes annuels approuvés conformément aux dispositions de la section 7 du chapitre 1er du titre III du livre IX du code de la Sécurité sociale ainsi que les rapports de gestion des trois derniers exercices des Institutions ou unions participant à l'opération,</p> <p>4° un état comptable établi selon les mêmes méthodes et suivant la même présentation que le dernier bilan annuel, arrêté à une date qui, si les derniers comptes annuels se rapportent à un exercice de plus de six mois à la date du projet de fusion ou de scission, doit être antérieure de moins de trois mois à la date de ce projet.</p>	<p>commission paritaire ou de la consultation des intéressés par l'employeur relative à l'opération projetée les documents suivants :</p> <p>1° le projet de fusion ou de scission, 2° les rapports mentionnés à l'article R.931-4-6 ainsi que le rapport des commissaires à la fusion ou à la scission, 3° les comptes annuels approuvés conformément aux dispositions de l'article R931-11-1, ainsi que les rapports de gestion des trois derniers exercices des Institutions ou unions participant à l'opération,</p> <p>4° un état comptable établi selon les mêmes méthodes et suivant la même présentation que le dernier bilan annuel, arrêté à une date qui, si les derniers comptes annuels se rapportent à un exercice dont la fin est antérieure de plus de six mois à la date du projet de fusion ou de scission, doit être antérieure de moins de trois mois à la date de ce projet.</p>	
<p>Pour l'application du 3° du premier alinéa du présent article, si l'opération doit être décidée avant que les comptes annuels du dernier exercice clos aient été approuvés, ou</p>	<p>Pour l'application du 3° du présent article, si l'opération doit être décidée avant que les comptes annuels du dernier exercice clos aient été approuvés, ou moins d'un</p>	

Statuts IP CARPILIG PREVOYANCE

<p>moins d'un mois après leur approbation, doivent être mis à la disposition des membres adhérents et participants les comptes arrêtés et certifiés relatifs à cet exercice et les comptes annuels approuvés des deux exercices précédents ainsi que les rapports de gestion. Dans le cas où le conseil d'administration ne les a pas arrêtés, l'état comptable visé au 4° du premier alinéa du présent article et les comptes annuels des deux exercices précédents ainsi que les rapports de gestion doivent être mis à la disposition des membres adhérents et participants.</p> <p>Tout membre adhérent ou participant peut consulter ou obtenir sur simple demande, copie totale ou partielle des documents susvisés.</p>	<p>mois après leur approbation, doivent être mis à la disposition des membres adhérents et participants les comptes arrêtés et certifiés relatifs à cet exercice et les comptes annuels approuvés des deux exercices précédents ainsi que les rapports de gestion. Dans le cas où le conseil d'administration ne les a pas arrêtés, l'état comptable visé au 4° du présent article et les comptes annuels des deux exercices précédents ainsi que les rapports de gestion doivent être mis à la disposition des membres adhérents et participants.</p> <p>Tout membre adhérent ou participant peut consulter ou obtenir sur simple demande, copie totale ou partielle des documents susvisés.</p>	
<p><u>TITRE VIII - DISPOSITIONS COMPTABLES ET FINANCIÈRES</u></p> <p>ARTICLE 20- Dispositions comptables. La comptabilité est tenue conformément à la réglementation, aux présents statuts et aux plans comptables ainsi qu'à la législation en vigueur.</p>	<p><u>TITRE VIII - DISPOSITIONS COMPTABLES ET FINANCIÈRES</u></p> <p>ARTICLE 19 - Dispositions comptables. La comptabilité est tenue conformément à la réglementation, aux présents statuts et aux plans comptables ainsi qu'à la législation en vigueur.</p>	
<p>ARTICLE 20-1 Une section comptable spécifique permettra</p>	<p>ARTICLE SUPPRIME</p>	

MAJ ACAM Nov
2017 - 51

d'assurer le suivi des différents risques gérés par l'Institution.		
	<p>ARTICLE 20 - Dispositions financières. A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date, conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Il arrête également les comptes annuels qui comprennent le bilan et le compte de résultat et l'annexe. Il arrête aussi le rapport de gestion et les autres rapports soumis à la commission paritaire.</p>	Article déplacé (ancien article 24)
<p>ARTICLE 21 Il est établi chaque année, les comptes de résultats, le bilan et l'annexe qui doivent être soumis à l'approbation de la Commission Paritaire.</p>	<p>ARTICLE 21 Chaque année, le compte de résultat, le bilan et l'annexe doivent être soumis à l'approbation de la Commission Paritaire</p>	
<p>ARTICLE 22 Le commissaire aux comptes désigné par la Commission Paritaire exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la législation en vigueur.</p> <p>Il peut être convoqué à toute réunion du conseil d'administration ou de la Commission Paritaire, au plus tard lors de la convocation des membres.</p>	Article supprimé	

<p><i>A contrario</i>, conformément à l'article A 931-3-36 du code de la Sécurité sociale, il ne peut convoquer les membres de la Commission Paritaire qu'après avoir vainement requis leur convocation du secrétaire de celle-ci par lettre recommandée avec avis de réception.</p>			
<p>ARTICLE 23 - Provisions Les provisions sont constituées selon la réglementation en vigueur.</p>	Article supprimé		
<p>ARTICLE 24 - Dispositions financières. A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date, conformément à la réglementation en vigueur. Il arrête également les comptes annuels qui comprennent le bilan et le compte de résultat ainsi que le rapport de gestion. L'actif est constitué des placements immobiliers, des titres de placement et des comptes adhérents. Le passif est constitué des provisions techniques des opérations non-vie et des provisions techniques des opérations vie.</p>	Article déplacé (nouvelle référence article 20)		
<p>ARTICLE 25- Placements. 25-1 placements immobiliers</p>	Article supprimé		

<p>Les immeubles sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée si la valeur du placement immobilier est inférieure de manière durable à sa valeur comptable.</p> <p>25-2 titres de placements</p> <p>Les titres de placements sont inscrits au bilan à la valeur de leur acquisition, nette de frais d'achat.</p>		
<p><u>TITRE IX - RESSOURCES</u></p> <p>ARTICLE 26 - Gestion administrative prévoyance.</p> <p>Le conseil d'administration décide annuellement du montant alloué aux frais de gestion administratifs sur présentation d'un budget prévisionnel.</p>	<p><u>TITRE IX - DISPOSITIONS DIVERSES</u></p> <p>Article supprimé</p>	
<p>ARTICLE 26-1 Action Sociale.</p> <p>Il est institué un Fonds Social qui sera utilisé en faveur des participants ou aux personnes à la charge de ceux-ci, dont la situation matérielle ou sociale est fragilisée.</p> <p>Il peut également être affecté à des réalisations collectives de caractère social. Le budget alloué pour le Fonds Social est géré par la commission Paritaire créée à cet</p>	<p>ARTICLE 22 Action Sociale.</p> <p>22-1 Il est institué un Fonds Social qui sera utilisé en faveur des participants ou aux personnes à la charge de ceux-ci, dont la situation matérielle ou sociale est fragilisée.</p> <p>Il peut également être affecté à des réalisations collectives de caractère social. Le budget alloué pour le Fonds Social est géré par une commission-crée à cet effet</p>	

Statuts IP CARPILIG PREVOYANCE

<p>effet par le conseil d'administration et dénommée commission nationale du Fonds Social.</p> <p>Le conseil d'administration décide annuellement du montant alloué à l'Action sociale sur présentation d'un budget prévisionnel.</p>	<p>par le conseil d'administration et dénommée commission nationale d'Action sociale;</p> <p>Cette commission est constituée de membres choisis parmi les administrateurs ; un nombre égal étant nommé dans chaque collège pour une durée de quatre ans.</p> <p>La présidence de cette commission fonctionne selon le principe de l'alternance à mi-mandat.</p> <p>Le règlement intérieur adopté par le conseil d'administration fixe les autres règles de fonctionnement de cette commission nationale d'Action Sociale.</p> <p>Le conseil d'administration décide annuellement du montant alloué à l'Action sociale sur présentation d'un budget prévisionnel.</p> <p>22-2 - Règles du cumul des prestations Les membres adhérent à l'Institution dans le cadre de l'article L912-1 du code de la sécurité sociale peuvent cumuler le bénéfice du fonds social de l'article 22-1 avec les prestations issues du financement prévu au deuxième alinéa de</p>	
---	--	--

	l'article R912-1 du code de la sécurité sociale.	
<p><u>TITRE X - DISPOSITIONS DIVERSES</u></p> <p>ARTICLE 27 - Règlement Le règlement fixe les droits et obligations des membres adhérents et participants et notamment les conditions dans lesquelles les cotisations sont payées et les prestations sont réglées. Les adhérents, les participants et leurs ayants droit sont tenus de se conformer aux dispositions du Règlement.</p> <p>Il prévoit aussi les dispositions prises par l'institution en cas de non-paiement des cotisations.</p>	<p>ARTICLE 23 - Règlement(s) Le(s) règlement(s) fixent les droits et obligations des membres adhérents et participants et notamment les conditions dans lesquelles les cotisations sont payées et les prestations sont réglées. Les adhérents, les participants et leurs ayants droit sont tenus de se conformer aux dispositions du Règlement qui leur est applicable. Il prévoit aussi les dispositions prises par l'institution en cas de non-paiement des cotisations.</p>	
<p>ARTICLE 27-1 - Commission de recours gracieux. Elle est composée paritairement d'administrateurs issus et désignés par le conseil d'administration.</p> <p>Elle se réunit une fois par trimestre et prend des décisions pour l'ensemble des risques assurés par CARPILIG/P au sujet de litiges ou de contestations émanant des adhérents ou participants.</p>	<p>Article 24 - Commission de recours gracieux - Médiateur de la consommation La commission de recours gracieux est composée paritairement d'administrateurs issus et désignés par le conseil d'administration. Elle se réunit une fois par trimestre et prend des décisions pour l'ensemble des risques assurés par CARPILIG/P au sujet de litiges ou de contestations émanant des adhérents ou participants.</p>	

	<p>Si un adhérent n'est pas satisfait de la décision rendue par la commission de recours gracieux, il peut saisir le médiateur de la consommation dont les coordonnées sont les suivantes :</p> <p>Médiateur du CTIP Adresse postale : 10 rue Cambacérès 75008 Paris</p> <p>Lien internet : http://ctip.asso.fr/saisine-en-ligne-du-mediateur-du-ctip/</p> <p>Ce recours au médiateur de la consommation ne peut être présenté si une action contentieuse a déjà été engagée. La saisie du Médiateur de la consommation interrompt la prescription.</p>	
<p>ARTICLE 28 - Compétence de juridiction</p> <p>Toute action qui pourrait être intentée en exécution des dispositions statutaires et réglementaires de CARPILIG/P ou toute contestation qui pourrait être soulevée par l'application de ces textes entre l'Institution et un membre adhérent ou participant, sera soumise à la juridiction des tribunaux du Siège Social de l'Institution.</p>	Article supprimé	

<p>ARTICLE 29 - Contrôles Le conseil d'administration de l'Institution peut faire procéder à des contrôles dans les entreprises pour vérifier l'application des dispositions statutaires et réglementaires, notamment l'exactitude des déclarations et des bases de calcul des cotisations. La personne chargée de cette vérification, astreinte au secret professionnel, sera munie des pièces nécessaires pour justifier de son identité et de sa mission. Si des inexactitudes ou des omissions sont relevées dans les déclarations des Entreprises à l'Institution ou si les déclarations requises ne sont pas fournies, le conseil d'administration exige de leurs responsables le remboursement des prestations indûment versées et, en outre, les poursuit par toutes voies de droit.</p>	<p>Cet article est à inclure au règlement et contrats collectifs (et non aux statuts)</p>	
<p>ARTICLE 30 - Fonds de gestion. L'Institution dispose d'un fonds d'établissement conformément à la réglementation en vigueur. Il est constitué initialement à hauteur de 380 000 euros, par prélèvement sur la réserve générale. Le conseil d'administration peut constituer tout fonds ou réserve qui lui paraîtrait nécessaire.</p>	<p>ARTICLE 25 - Fonds d'établissement L'Institution dispose d'un fonds d'établissement conformément à la réglementation en vigueur. Il est constitué initialement à hauteur de 380 000 euros, par prélèvement sur la réserve générale. Le conseil d'administration peut constituer tout fonds ou réserve qui lui paraîtrait nécessaire.</p>	

<p>ARTICLE 31 - Alternance. Les présidences du conseil d'administration, du bureau et de toutes les commissions fonctionneront selon le principe de l'alternance à mi-mandat.</p>	<p>Article supprimé</p>	
	<p><u>TITRE X - SGAPS LOURMEL</u> ARTICLE 26- Pouvoirs de la SGAPS LOURMEL vis à vis de l'Institution 26-1 Autorisation préalable L'Institution devra obtenir l'accord de la SGAPS LOURMEL préalablement à la réalisation de l'une des opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - toute opération conduisant à une augmentation du volume des cotisations ou des engagements techniques de l'Institution de plus de 20%, - une cession d'éléments d'actifs pour un montant supérieur à 2% des fonds propres de l'Institution, - une acquisition totale ou partielle d'éléments d'actifs pour un montant supérieur à 2% des fonds propres de l'Institution, - une acquisition ou une cession d'immeuble pour un montant supérieur à 2% des fonds propres de l'Institution, 	

	<ul style="list-style-type: none"> - un emprunt ou une émission de titres quel que soit le montant, - un octroi de concours financiers à un tiers dont le montant représente plus de 100.000 euros ou au moins 2% des fonds propres de l'Institution, - la mise en place de nouveaux traités de réassurance, - la modification des statuts ou une demande d'agrément. <p>Ces seuils sont définis par opération et/ou par an.</p> <p><u>26-2 Information préalable</u> L'Institution s'engage à informer la SGAPS LOURMEL préalablement à la réalisation de l'une des opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - toute opération conduisant à une augmentation du volume des cotisations ou des engagements techniques de l'Institution comprise entre 10 et 20% ; - une cession d'éléments d'actifs pour un montant inférieur à 2% de leurs fonds propres, - un octroi de concours financiers à un tiers dont le montant représente moins de 100.000 euros ou au moins de 2% des fonds propres. 	
--	---	--

	Ces seuils sont définis par opération et/ou par an.	
	<p>Article 27- Pouvoirs de sanction de la SGAPS LOURMEL vis à vis de l'Institution</p> <p>27-1 Sans que cette énumération soit limitative, sont considérés comme des motifs de sanction par les statuts de la SGAPS LOURMEL :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le non-respect des règles de transparence vis à vis de la SGAPS LOURMEL, - le non-respect des mesures correctives fixées dans le cadre d'un plan de rétablissement, - le non-respect de la convention d'affiliation, - le non-respect des statuts. <p>En fonction de la gravité des manquements, la SGAPS LOURMEL peut prononcer vis à vis de l'Institution une ou plusieurs sanctions à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en garde notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, - la mise en demeure, notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, de prendre dans un délai 	

	<p>déterminé, toutes les mesures destinées à sa mise en conformité avec les obligations auxquelles l'Institution est soumise,</p> <ul style="list-style-type: none"> - la poursuite judiciaire, - l'exclusion telle que visée à l'article 12 des statuts de la SGAPS LOURMEL. <p>27-2 Aux termes de l'article 42 des statuts de la SGAPS LOURMEL celle-ci dispose des pouvoirs de sanctions suivants vis à vis de l'Institution :</p> <p>a) En cas de non-respect par l'Institution (n'ayant pas bénéficié de la solidarité financière) de l'un des engagements souscrits auprès de la SGAPS LOURMEL soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réalisation de l'une des opérations nécessitant l'accord préalable de la SGAPS LOURMEL sans sollicitation de l'accord préalable du conseil d'administration de la SGAPS LOURMEL, - Réalisation de l'une des opérations nécessitant une information préalable du conseil d'administration de la SGAPS LOURMEL malgré le désaccord du 	
--	--	--

	<p>conseil d'administration de la SGAPS LOURMEL,</p> <p>le conseil d'administration de la SGAPS LOURMEL peut prendre les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - obligation de présenter un plan de redressement, - mise en garde notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, - présence au conseil d'administration de l'Institution d'un ou plusieurs administrateurs observateurs de la SGAPS LOURMEL, - mise en demeure, notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, de prendre dans un délai déterminé, toutes mesures destinées à sa mise en conformité avec les obligations auxquelles il est soumis, - convocation de l'assemblée générale de la SGAPS LOURMEL pour appeler à statuer sur l'exclusion de l'Institution. <p>b) En cas de non-respect par l'Institution (ayant bénéficié de la solidarité financière)</p>	
--	---	--

	<p>de l'un des engagements suivants souscrits auprès de la SGAPS LOURMEL :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réalisation de l'une des opérations nécessitant l'accord préalable de la SGAPS LOURMEL sans sollicitation de l'accord préalable du conseil d'administration de la SGAPS LOURMEL, - Réalisation de l'une des opérations nécessitant une information préalable du conseil d'administration de la SGAPS LOURMEL malgré le désaccord du conseil d'administration de la SGAPS LOURMEL, <p>le conseil d'administration de la SGAPS LOURMEL peut prendre la mesure correctrice suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - convocation de l'assemblée générale de la SGAPS LOURMEL pour l'appeler à statuer sur l'exclusion de l'organisme affilié. <p>En cas de non-respect des obligations relatives à l'affiliation de l'Institution à la SGAPS LOURMEL (refus de transmission d'information à la SGAPS LOURMEL, refus de mise en place d'un audit, etc...) le conseil d'administration de la SGAPS</p>	
--	--	--

Statuts IP CARPILIG PREVOYANCE

	<p>LOURMEL peut imposer des pénalités financières à l'Institution.</p> <p>Par ailleurs la SGAPS LOURMEL se réserve la possibilité de mettre en place des contrôles renforcés sous forme de mesures préventives.</p>	
--	---	--